



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

2005-04-06

liens: Publication - [annuelle](#)
- [trimestrielle](#)

BelgoStat On-line - [Comptes nationaux](#)
- [Administrations publiques](#)

[Information générale](#)

Malgré un ralentissement au quatrième trimestre, la croissance économique a été robuste sur l'ensemble de l'année 2004.

Les comptes des administrations publiques ont affiché un équilibre.

Ce mercredi 6 avril 2005, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) publie les comptes du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'année 2004, ainsi qu'une première estimation des recettes, des dépenses et du solde de financement de l'ensemble des administrations publiques et de ses sous-secteurs pour l'année 2004.

La progression de l'activité économique s'est ralentie **au quatrième trimestre de l'année 2004**. En volume, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a affiché une croissance de 0,3 p.c. par rapport au trimestre précédent (contre 0,9 p.c. au troisième trimestre).

La croissance s'est tassée aussi bien dans les services (0,3 p.c.) que dans l'industrie, où l'activité s'est même inscrite en recul (-0,3 p.c.). Seule la construction a résisté (2,3 p.c.).

L'affaiblissement de la croissance a trouvé son origine principale dans la demande intérieure. La consommation (0,1 p.c.) et les investissements (0,3 p.c.) des ménages n'ont que peu progressé, tandis que les entreprises n'ont pas augmenté leur formation de capital fixe.

La demande extérieure est, pour sa part, restée nettement plus soutenue. Les exportations de biens et services ont crû de 2,8 p.c.

Sur l'ensemble de l'année 2004, le PIB a augmenté en volume de 2,7 p.c., après correction des effets de calendrier.

L'activité a progressé dans toutes les branches de l'économie, qu'il s'agisse de l'industrie (2,3 p.c.), de la construction (5,3 p.c.) ou des services (2,0 p.c.).

Du côté des dépenses, la consommation privée est restée un moteur essentiel de la croissance en 2004 (2,1 p.c.). Encouragés par la baisse des taux des crédits hypothécaires, les particuliers ont aussi augmenté (1,5 p.c.) leurs dépenses d'investissements en construction et rénovation de logements.

La formation brute de capital fixe des entreprises s'est également inscrite à la hausse en 2004 (1,1 p.c.). Cette légère embellie trouve son explication principale dans le dynamisme retrouvé de la demande finale. Elle a en outre été facilitée par des conditions de financement relativement favorables.

La variation des stocks a contribué positivement à la croissance, à concurrence de 1,0 point de pourcentage.

De leur côté, les administrations publiques ont augmenté leur dépenses de consommation finale, de 2,6 p.c. en 2004. Un accroissement relativement important des dépenses de soins de santé est principalement à l'origine de cette hausse. Les pouvoirs publics ont, en revanche, réduit leur formation de capital fixe, de 1,0 p.c. Abstraction faite de ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements, la croissance des investissements publics a cependant été de 6 p.c.

Soutenu par le redressement du commerce international, le volume des exportations de biens et services a augmenté de 5,4 p.c. en 2004, soit nettement plus rapidement qu'au cours des trois années précédentes. Le volume des importations de biens et services ayant augmenté encore plus rapidement (5,9 p.c.), les exportations nettes ont apporté une contribution légèrement négative à la croissance.

En 2004, année bissextile, la croissance a été favorablement influencée par un nombre de jours ouvrables supérieur à celui de 2003. Hors correction des effets de calendrier, l'activité économique a augmenté de 2,9 p.c. en 2004.

Le solde de financement des administrations publiques est passé d'un surplus de 0,3 p.c. du PIB en 2003 à un équilibre en 2004. Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement inclut les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux. Ainsi défini, le solde s'est élevé à 0,1 p.c. du PIB en 2004.

Les dépenses primaires ont diminué de 1,1 p.c. du PIB et se sont élevées à 44,5 p.c. du PIB en 2004. Les charges d'intérêts ont, quant à elles, reculé de 0,5 p.c. du PIB. De leur côté, les recettes ont diminué de 2,0 p.c. du PIB et se sont établies à 49,3 p.c. du PIB.

La baisse des dépenses primaires est essentiellement imputable aux dépenses en capital (0,8 p.c. du PIB). Parmi celles-ci, les transferts en capital ont chuté de 0,6 p.c. du PIB en raison de la comptabilisation en 2003 d'importantes aides à l'investissement pour la SNCB. La formation brute de capital fixe et les autres acquisitions nettes d'actifs non financiers ont été influencées par des ventes d'actifs immobiliers (bâtiments, réseau de câbles d'éclairage et terrains) plus importantes qu'en 2003, et qui, en application du SEC95, sont comptabilisées comme des désinvestissements. La baisse des charges d'intérêts s'explique par la diminution de la dette publique en pourcentage du PIB et par la diminution du taux d'intérêt implicite.

La baisse des recettes est due entièrement à l'évolution des recettes non fiscales et non parafiscales, qui ont diminué de 2,2 p.c. du PIB. Les recettes de 2003 avaient bénéficié du versement par Belgacom d'une somme de 5 milliards d'euros, ou 1,9 p.c. du PIB, en contrepartie de la reprise par le pouvoir fédéral des obligations de cette entreprise en matière de retraite. L'augmentation, à concurrence de 0,2 p.c. du PIB, de l'ensemble des recettes fiscales et parafiscales est, quant à elle, le résultat d'évolutions divergentes. En raison, notamment, des nouvelles dispositions du gouvernement visant à réduire les prélèvements sur le travail, les recettes parafiscales ont diminué de 0,3 p.c. du PIB. A l'inverse, plusieurs facteurs spécifiques ont influencé à la hausse les

recettes fiscales. D'abord, il y a l'effet ponctuel de la DLU (près de 500 millions d'euros ou 0,2 p.c. du PIB). Ensuite, il y a les mesures d'augmentations de certaines taxes indirectes, comme par exemple les accises sur le tabac, les accises sur le diesel (système du cliquet), la taxe ELIA, etc. Par ailleurs, l'abaissement des taux sur les droits de donations de biens mobiliers en Région flamande au 1^{er} janvier 2004 a encouragé les transmissions de patrimoine sous la forme de donations, de sorte que les recettes se sont finalement accrues. Enfin, l'évolution des recettes fiscales et parafiscales entre 2003 et 2004 est gonflée, à concurrence de 0,1 p.c. du PIB, par un facteur d'ordre statistique: le glissement entre TVA et ressource RNB consécutif à la réforme du financement de l'UE, qui a influencé à la hausse à la fois les recettes et les dépenses, sans aucun effet sur le solde de financement.

Le surplus du pouvoir fédéral s'est transformé en un déficit, passant de 1.040 millions à -822 millions d'euros, soit une détérioration de 0,7 p.c. du PIB. En 2003, le solde avait été positivement influencé par le versement de 5 milliards d'euros de Belgacom. Par ailleurs, les transferts à la sécurité sociale ont été majorés et les régions ont bénéficié d'un transfert de 0,2 p.c. du PIB en compensation de la perte de la possibilité de recourir à des emprunts assortis d'avantages fiscaux pour le refinancement des emprunts que le FADELS gérait pour leur compte.

Les Communautés et régions ont clôturé l'année 2004 avec un surplus de 0,3 p.c. du PIB, soit 0,1 p.c. du PIB de plus qu'en 2003.

Les comptes des administrations locales ont vu leur excédent se réduire de 0,2 p.c. du PIB, pour s'établir à 0,1 p.c. du PIB. Les comptes de l'année 2004 ont été fortement influencés par la libéralisation des marchés de l'énergie. Les communes flamandes ont enregistré une perte significative de dividendes, qui n'a été que partiellement comblée par le produit de la taxe ELIA. Par ailleurs, certaines communes flamandes ont aussi bénéficié des recettes résultant de la vente de leur réseau de câbles d'éclairage aux intercommunales tandis que les communes wallonnes perçoivent dorénavant une redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique.

Enfin, le déficit de la sécurité sociale est passé de 0,5 p.c. du PIB en 2003 à 0,1 p.c. du PIB en 2004. Cette évolution s'explique par l'augmentation des transferts en provenance du Pouvoir fédéral.

Note technique sur la première estimation des recettes, des dépenses et du solde de financement des administrations publiques.

L'estimation des principales données relatives aux finances publiques est obtenue selon les mêmes concepts que les comptes détaillés des administrations publiques. Par rapport à ces derniers, la seule différence réside dans le caractère provisoire des données de base disponibles. Il va sans dire que l'information plus complète disponible lors de l'élaboration des comptes détaillés des administrations publiques est dès lors susceptible d'entraîner des révisions de cette première estimation provisoire.

Cette publication se limite à un aperçu des principales rubriques des recettes totales et des dépenses courantes et en capital de l'ensemble des administrations publiques et des différents sous-secteurs. De plus amples informations sur les aspects conceptuels sont disponibles dans la publication de l'ICN "Comptes nationaux 1999 - Comptes des administrations publiques".

Les années pour lesquelles un résultat annuel a déjà été publié ne font normalement pas l'objet d'une révision.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS AUX PRIX DE 2000

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2002 I	-0,5	0,8
II	0,6	0,8
III	1,3	0,6
IV	2,1	0,0
2003 I	1,6	0,2
II	0,9	0,1
III	1,0	0,7
IV	1,7	0,7
2004 I	2,3	0,8
II	2,9	0,7
III	3,1	0,9
IV	2,6	0,3

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

(Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données aux prix de 2000, corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2003				2004			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,8	-0,4	0,9	0,1	0,5	0,9	1,6	-0,3
Construction	0,6	-5,8	1,6	2,2	2,1	2,4	-0,3	2,3
Services	0,3	0,6	0,8	0,2	0,5	0,5	0,7	0,3
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,4	0,7	0,5	0,2	0,8	0,7	0,4	0,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,9	1,0	0,5	0,5	0,4	0,4	1,5	1,2
Formation brute de capital fixe totale	1,2	-0,9	-1,9	-1,5	3,3	-1,9	4,2	-2,4
entreprises	-0,7	-1,7	-3,1	0,4	2,1	-1,5	4,0	0,0
logements	1,6	1,6	0,3	-1,1	0,9	1,4	-0,5	0,3
administrations publiques (2)	19,6	-0,4	1,6	-16,8	22,9	-13,0	20,9	-27,7
Demande intérieure (hors stocks)	0,7	0,4	0,0	-0,1	1,2	0,1	1,4	-0,2
Variations des stocks (3)	-1,1	-1,2	2,1	1,1	-0,8	0,1	0,5	-0,3
Exportations de biens et services	-0,9	1,1	-0,1	1,3	0,5	2,2	2,5	2,8
Importations de biens et services	-1,7	0,1	1,6	1,7	0,0	1,7	3,9	2,0
Exportations nettes de biens et services (3)	0,6	0,9	-1,4	-0,3	0,4	0,5	-1,1	0,7
3. Emploi								
Nombre de travailleurs	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	n.d.

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

(3) Contribution à la variation annuelle du PIB.

AGRÉGATS ANNUELS

EVOLUTION DES AGRÉGATS ANNUELS

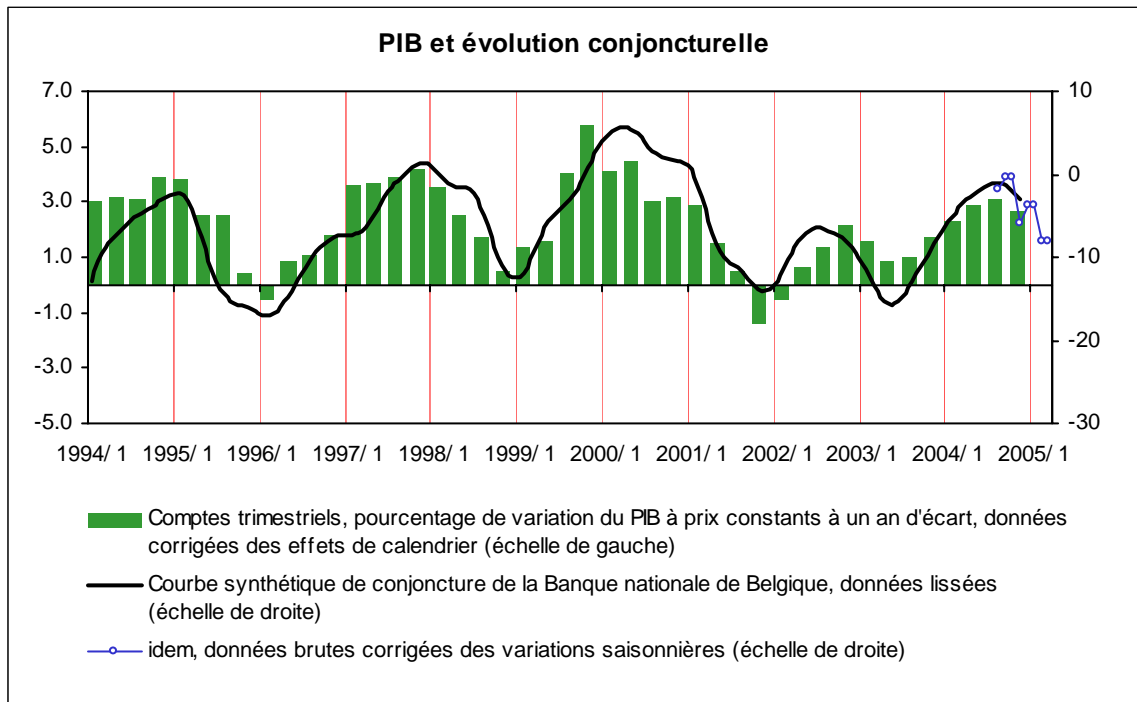
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, données corrigées des effets de calendrier aux prix de 2000

	2002	2003	2004	p.m. 2004 bruts (3)
Produit intérieur brut	0,9	1,3	2,7	2,9
1. Valeur ajoutée				
Industrie	-0,3	-0,2	2,3	2,3
Construction	-1,7	-0,9	5,3	5,0
Services	1,3	1,9	2,0	2,3
2. Dépenses				
Dépenses de consommation privée (1)	0,3	2,2	2,1	2,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,3	2,7	2,6	2,5
Formation brute de capital fixe totale	-3,4	-0,6	1,0	1,5
entreprises	-3,8	-1,9	1,1	1,8
logements	-3,3	2,6	1,5	1,4
administrations publiques	-0,6	1,0	-1,0	-0,6
Demande intérieure (hors stocks)	-0,1	1,7	2,0	2,1
Variations des stocks (2)	0,7	-0,1	1,0	0,9
Exportations de biens et services	1,3	1,7	5,4	5,8
Importations de biens et services	1,0	2,1	5,9	6,0
Exportations nettes de biens et services (2)	0,3	-0,3	-0,2	-0,0

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages

(2) Contribution à la variation annuelle du PIB

(3) Bruts : chiffres non corrigés des effets de calendrier



COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

DEPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

	2000	2001	2002	2003	2004
<i>(en millions d'euros)</i>					
Dépenses primaires	105.382	108.680	115.494	122.812	126.128
(en p.c. du PIB)	(42,5)	(42,8)	(44,2)	(45,6)	(44,5)
dont:					
Rémunérations	28.324	29.590	31.394	32.671	33.724
Prestations sociales	53.249	55.948	59.129	62.757	65.972
Charges d'intérêts	16.816	16.749	15.689	14.639	13.849
(en p.c. du PIB)	(6,8)	(6,6)	(6,0)	(5,4)	(4,9)
Recettes totales	122.573	126.876	131.364	138.285	139.922
(en p.c. du PIB)	(49,4)	(49,9)	(50,3)	(51,3)	(49,3)
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	111.614	114.883	119.067	120.806	127.700
Capacité (+)/besoin (-) de financement	375	1.447	181	834	-55
(en p.c. du PIB)	(0,2)	(0,6)	(0,1)	(0,3)	(0,0)
Solde primaire	17.191	18.195	15.870	15.474	13.794
(en p.c. du PIB)	(6,9)	(7,2)	(6,1)	(5,7)	(4,9)
Pour mémoire: solde de financement selon la procédure déficits excessifs	480	1.586	314	962	198
(en p.c. du PIB) ¹	(0,2)	(0,6)	(0,1)	(0,4)	(0,1)

(1) Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux.

CAPACITE (+)/BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

	2000	2001	2002	2003	2004
<i>(en millions d'euros)</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1.034	-2.040	-544	1.041	-822
Communautés et régions (S.1312)	672	2.047	-371	407	789
Administrations locales (S.1313)	-677	-360	183	702	313
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	1.413	1.800	913	-1.316	-336
Ensemble des administrations publiques (S.13)	375	1.447	181	834	-55
<i>(en pourcentage du PIB)</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-0,4	-0,8	-0,2	0,4	-0,3
Communautés et régions (S.1312)	0,3	0,8	-0,1	0,2	0,3
Administrations locales (S.1313)	-0,3	-0,1	0,1	0,3	0,1
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,6	0,7	0,3	-0,5	-0,1
Ensemble des administrations publiques (S.13)	0,2	0,6	0,1	0,3	0,0